

Les prisons au XIX^e siècle

La Révolution française marque le véritable point de départ du système pénitentiaire contemporain. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les peines corporelles sont en partie abolies et on leur substitue la peine privative de liberté, les travaux forcés et la peine de mort. On institue aussi auprès de chaque tribunal des maisons de justice pour les accusés, des maisons d'arrêt pour les prévenus, des maisons de correction pour les condamnés à l'emprisonnement de moins d'un an.

Durant tout le XIX^e siècle, les prisons sont rattachées au ministère de l'Intérieur et placées sous le contrôle des préfets. C'est l'époque où on crée les prisons centrales en les installant dans des anciens biens nationaux, abbayes, forts ou citadelles comme à Ham ou Doullens. Les autorités préconisent l'amélioration du sort des prisonniers par l'isolement en cellule, le travail et la prière.

À la même époque, la chaîne des condamnés perdure jusqu'au milieu du siècle. Les forçats sont conduits à pied ou en wagon cellulaire jusqu'à Brest, Toulon ou Rochefort. La loi du 30 mai 1854 institue le régime de transportation vers Cayenne et la Nouvelle-Calédonie. Le 27 mai 1885, la Troisième République crée la peine de relégation qui envoie en Guyane des milliers de petits délinquants récidivistes qui se mêlent aux criminels de sang dans les camps de Saint-Laurent-du-Maroni ou des Îles du Salut.

**Document 11. —
Extrait du questionnaire
sur l'état des prisons
d'Amiens, période
révolutionnaire.**

Archives de la Somme,
L 1189.

Avec la Révolution française, le système pénitentiaire commence à se préoccuper du sort des détenus. Ce questionnaire (non daté) nous renseigne sur l'état sanitaire, l'alimentation et les besoins de première nécessité des prisonniers.

Reponses	Questions
1 ^{re} Les détenus accusés de justice sont pourvus de tout ce qui leur est nécessaire.	1 ^{re} Quelles sont les nourritures des détenus et le matériel de justice ?
2 ^{me} Les prisonniers ont fait eux-mêmes leur pain.	2 ^{me} Sont-ils fournis de pain ?
3 ^{me} Dans les prisons, on ne peut pas faire de pain.	3 ^{me} Quelles est la nourriture des détenus ?
4 ^{me} Ils ne font plus de pain.	4 ^{me} Quel est le traitement des détenus ?
5 ^{me} Les détenus ont fait eux-mêmes leur pain.	5 ^{me} Sont-ils fournis de pain ?
6 ^{me} Ils ne font plus de pain.	6 ^{me} Quelles est la nourriture des détenus ?
7 ^{me} Ils ne font plus de pain.	7 ^{me} Quel est le traitement des détenus ?
8 ^{me} Ils ne font plus de pain.	8 ^{me} Quelles est la nourriture des détenus ?
9 ^{me} Ils ne font plus de pain.	9 ^{me} Quel est le traitement des détenus ?
10 ^{me} Ils ne font plus de pain.	10 ^{me} Quelles est la nourriture des détenus ?

EXTRAIT

Du Registre aux Arrêtés du Département de la Somme,

En sa Séance du 16 Frimaire, l'an 4^e. de la République Française, une et indivisible.

Il a été mis sur le bureau un arrêté du District d'Amiens, du neuf thermidor dernier, par lequel, en délibérant sur une lettre de l'Administration du 3 dudit mois, et une autre de la Commission des Administrations Civiles, Police et Tribunaux, sur la nécessité d'établir la Commission d'Amiens, une maison de détention pour les condamnés, et l'urgence de se conformer aux dispositions de sa circulaire du 24 floréal ; il expose qu'il existe en la Commune d'Amiens, trois lieux de détention : la Bifroy, maison d'arrêt ; la Conciergerie, maison de justice ; le dépôt, maison de correction ; que la Bifroy étant peu saine ; il a été proposé de la transférer par la maison, dite des filles pénitentes ; dans laquelle il y a déjà un couloir solidaire ; qu'il s'agit de mettre cette maison dans un plus grand état de sûreté ; que la Conciergerie, maison de justice, a été rendue inapte à son usage ; que le dépôt, au moyen du rolage des chaînes, et du roulement des portes en l'enceinte de fer ; que l'amélioration du sort des détenus, n'a cessé d'être l'objet de la sollicitude de nos administrateurs ; le 12 floréal, il a été pris divers moyens d'y parvenir.

Il propose d'arrêter, 1^o que la maison, dite des filles pénitentes, sera dénommée la maison d'arrêt du District ; et de charger le Citoyen Rousseau, de présenter le devis des travaux à faire pour mettre cette maison en état de sûreté ; 2^o de placer un corps-de-garde dans la cour du côté du couloir du Tribunal, pour la sûreté de la maison de justice ; 3^o de transférer au dépôt de mendicité, les détenus qui tomberont malades ; 4^o de donner aux indigents des habits, comme à ceux du dépôt ; de leur accorder la soupe deux fois par semaine ; 5^o de convertir le dépôt de mendicité, en maison de répression ; conformément à la Loi du 24 vendémiaire an II, et d'améliorer l'infirmerie qui y est établie ; 6^o d'inviter l'Accusateur public ; de ne laisser dans la maison de justice, que les individus sous la main du Tribunal Criminel, soit par mandats d'arrêt, soit par jugements ; 7^o de ne plus conduire dans la maison de justice, les militaires arrêtés pour absence de leurs corps, ou d'être militaires.

Les Administrateurs du Département, réunis en séance publique, ont le Commissaire du Directoire exécutif, considérant que les dispositions proposées par le District, remplissent en partie ce que les circonstances actuelles

peuvent permettre, tant pour la salubrité des diverses maisons de détention, la sûreté des détenus, que la séparation de ceux, qui simplement peinent, sont seulement sous la main de la police, de ceux constitués en état d'accusation, doit préalablement fixer l'attention de l'Administration ; que la maison des filles de repentance est assez spacieuse pour offrir au moins provisoirement un local propre à être convertie en maison d'arrêt, en faisant les réparations nécessaires ; que la maison de justice, trop étroite pour être convertie en dépôt de mendicité du Tribunal, a reçu depuis quelque temps une partie de la perfection dont elle est susceptible pour sa sûreté, qu'elle doit subsister jusqu'au temps où il sera possible de former un établissement nouveau dans l'emplacement des ci-devant Célèbres, désigné pour les Tribunaux.

Que l'humanité exige que le sort des détenus soit amélioré pour la nourriture, qu'il soit pourvu au vêtement des indigents ; que déjà l'on s'occupe du rétablissement des renforts n'a pas permis de continuer ; que le dépôt de mendicité offre une maison de répression déjà fondée, et qui peut servir de prison pour les condamnés à la détention.

Ont arrêté et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La maison, dite des filles pénitentes, sera provisoirement convertie en maison d'arrêt pour tous les individus en état d'arrestation, en vertu de mandats d'arrêt ; néanmoins les particuliers arrêtés pour délits emportant peines afflictives et graves, continueront d'être conduits en la maison de justice, qui démontrera à cet égard, et par provision, maison d'arrêt.

II.

Le Citoyen Rousseau, Architecte du Département, dressera sous délai le devis estimatif des ouvrages à faire pour mettre la maison des filles pénitentes en sûreté convenable.

III.

Aussitôt que lesdits ouvrages à faire seront parachevés, il ne sera conduit dans la Conciergerie que les détenus en état d'accusation, sauf l'exception mentionnée en l'article 1^{er} ; aucune militaire arrêtée pour absence de leurs corps,

ou d'être militaires, ne pourront y être détenus ; il sera pris à leur égard une mesure ultérieure, qui sera concertée avec le Commissaire des Guerres, et les Commandans militaires.

IV.

Il sera placé un corps-de-garde dans la cour du côté de la maison du couloir du Tribunal, pour la sûreté de la maison de justice.

V.

Les détenus indigents, et dont les habits personnels seront en mauvais état, seront vêtus comme ceux du dépôt ; outre la ration de pain d'usage, ils auront deux fois par semaine la soupe avec des légumes, ou un potage économique de riz.

VI.

Le dépôt de mendicité sera la maison de répression du Département ; il servira de prison pour les condamnés à la détention.

VII.

La disposition du présent règlement pour la partie vêtement et de la nourriture des indigents, est déclarée commune aux maisons d'arrêt des Tribunaux de police correctionnelle, établis à Aisneville, Mondillier, Péronne et Doullens ; il sera pourvu incessamment aux réparations à faire auxdites maisons, et à l'amélioration dont elles sont susceptibles.

VIII.

Les Administrations Municipales des chefs-lieux de Tribunaux, tiendront la main à l'exécution des dispositions ci-dessus ; elles feront passer exactement au Département, chaque mois, les états de mouvement des détenus renfermés dans leur ressort.

Le présent sera imprimé ; il en sera envoyé une expédition au Ministre de l'Intérieur, pour avoir son approbation, une au Tribunal criminel du Département, aux cinq Tribunaux de police correctionnelle, aux Juges de Paix de l'arrondissement, et aux Capitaines de la Gendarmerie du Département.

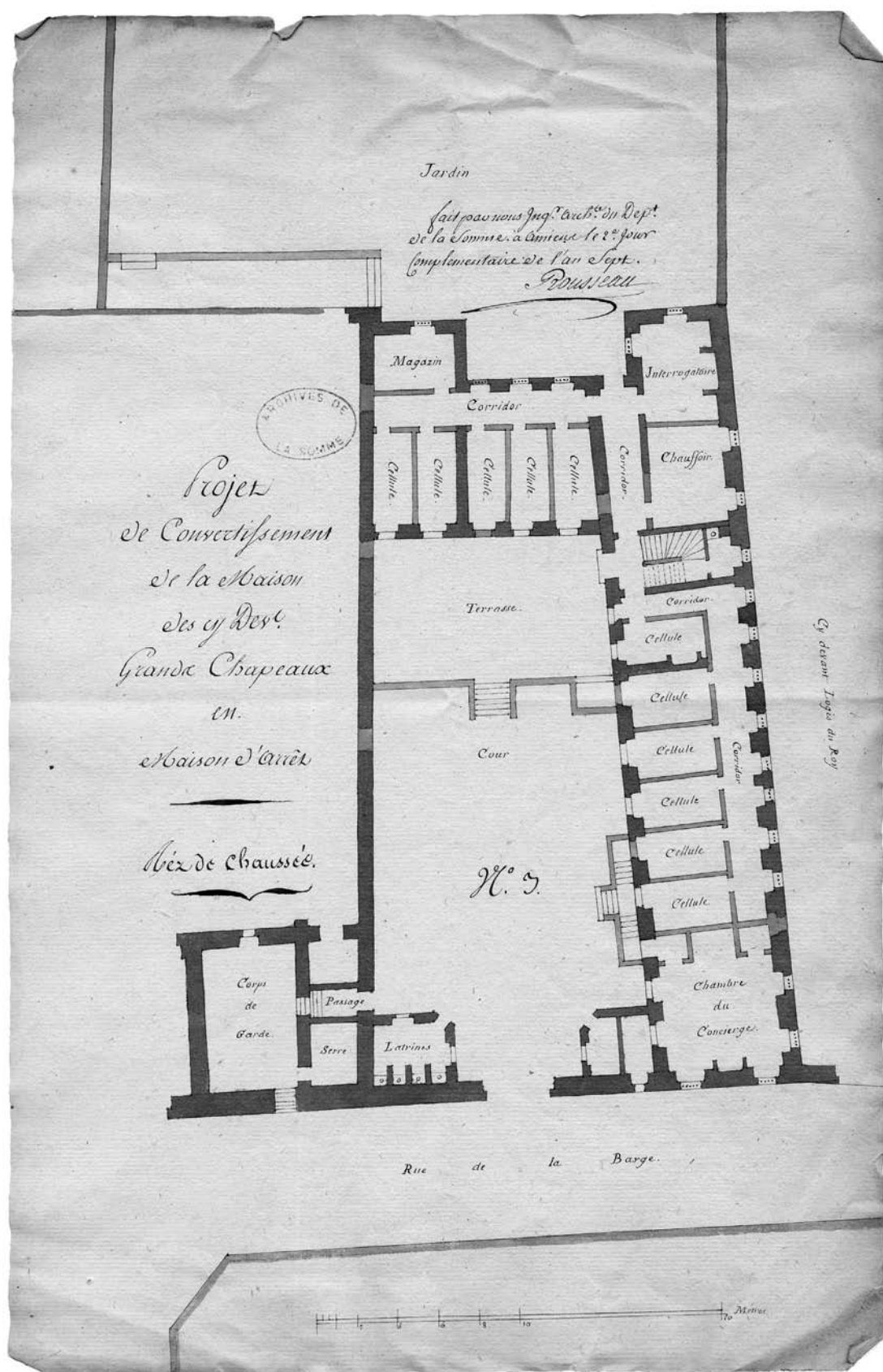
Delivré conforme au Registre.

Signé DERVEROY, Président ;
et DEMAUX, Secrétaire en Chef.

**Document 12. —
Affiche signée Derveroy
sur la mise en sécurité
des prisons d'Amiens,
16 frimaire an IV.**

Archives de la Somme,
L 1189.

Cet extrait du registre aux arrêtés du département de la Somme proclame l'urgence de la mise en conformité des trois lieux de détention de la ville d'Amiens. Le Beffroi, maison d'arrêt, la Conciergerie, maison de justice et le dépôt, maison de correction, sont des lieux insalubres pour lesquels les autorités réclament une réorganisation totale (sécurité, conditions d'enfermement, infirmerie).



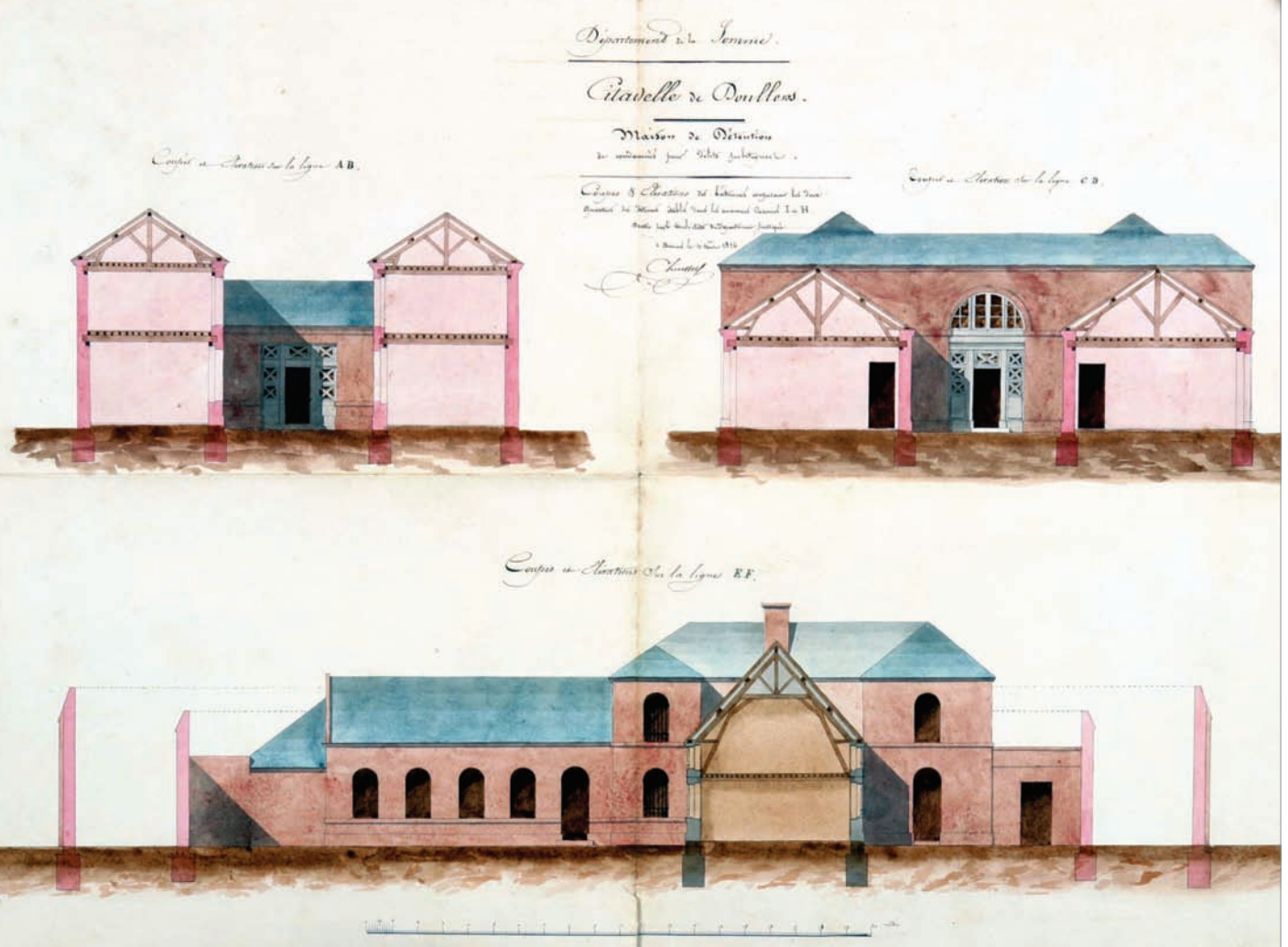
Document 13. — *Projet de construction d'une maison d'arrêt à Amiens par l'architecte Rousseau, an VII.*

Archives de la Somme, L1195.

Il s'agit ici du projet de Rousseau pour transformer

la maison dite des filles pénitentes en maison d'arrêt. Sur le plan du rez-de-chaussée on peut voir la mise en place des cellules

le long d'un corridor, les latrines, mais aussi une salle d'interrogatoire, et une pièce pour le corps de garde.

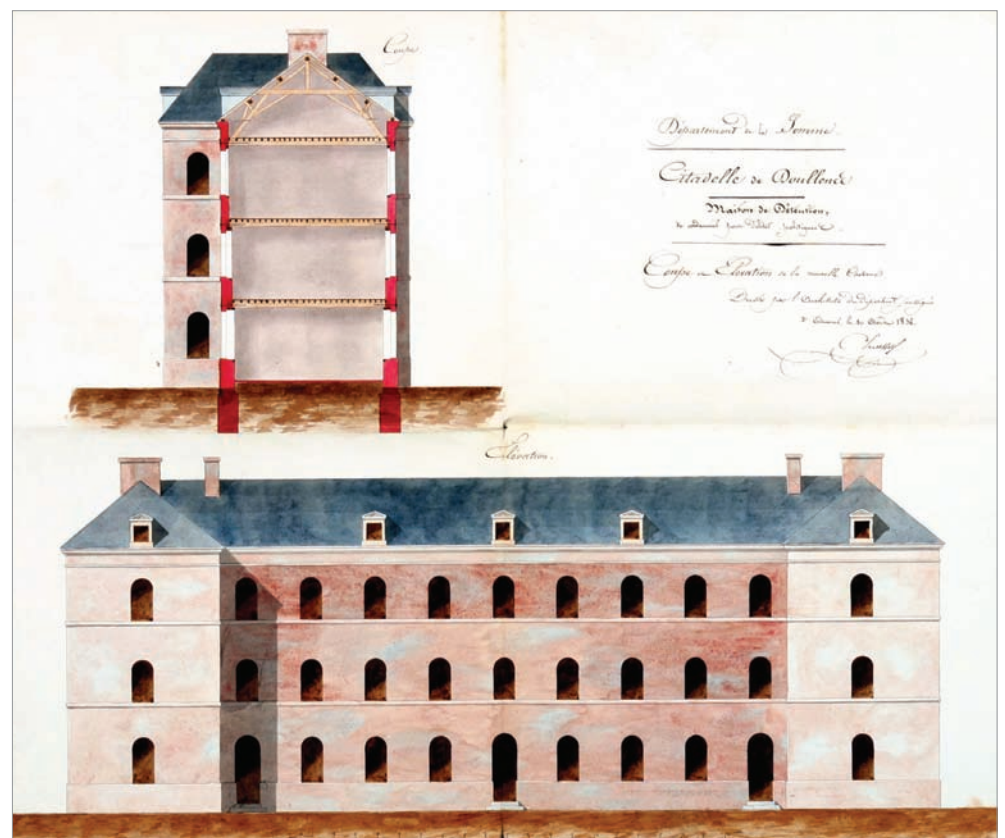


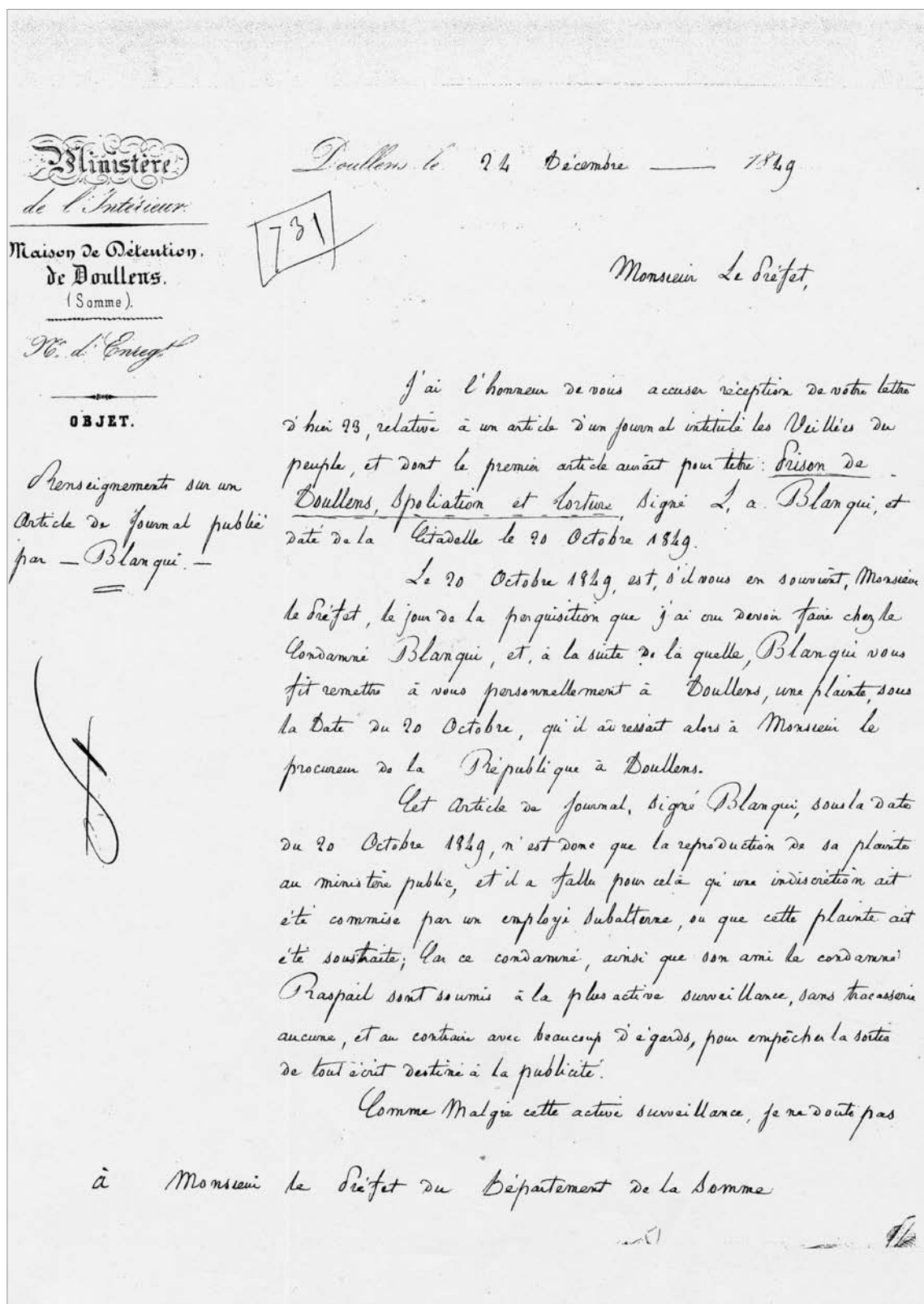
Documents 14 et 15.
— *Plans de coupe et d'élévation de la maison de détention de la citadelle de Doullens dressés par l'architecte Chesussey, 10 août 1836.*
Archives de la Somme, 99 N 136944.

Datant de 1655, la citadelle militaire de Doullens devient une prison sous la Révolution, puis par ordonnance royale du 22 juillet 1835, une prison politique. Après avoir abrité les conspirateurs bonapartistes, la prison de Doullens sert de lieu d'enfermement pour les républicains. Après les journées de juin 1848, les conseils de guerre et les hautes cours de justice de Versailles et de Bourges envoient à Doullens de nombreux « démoc-soc » comme Raispail, Barbès, Blanqui. À partir de 1855,

la citadelle devient une prison de femmes avant d'être transformée en 1892

en maison pénitentiaire réservée aux jeunes filles.





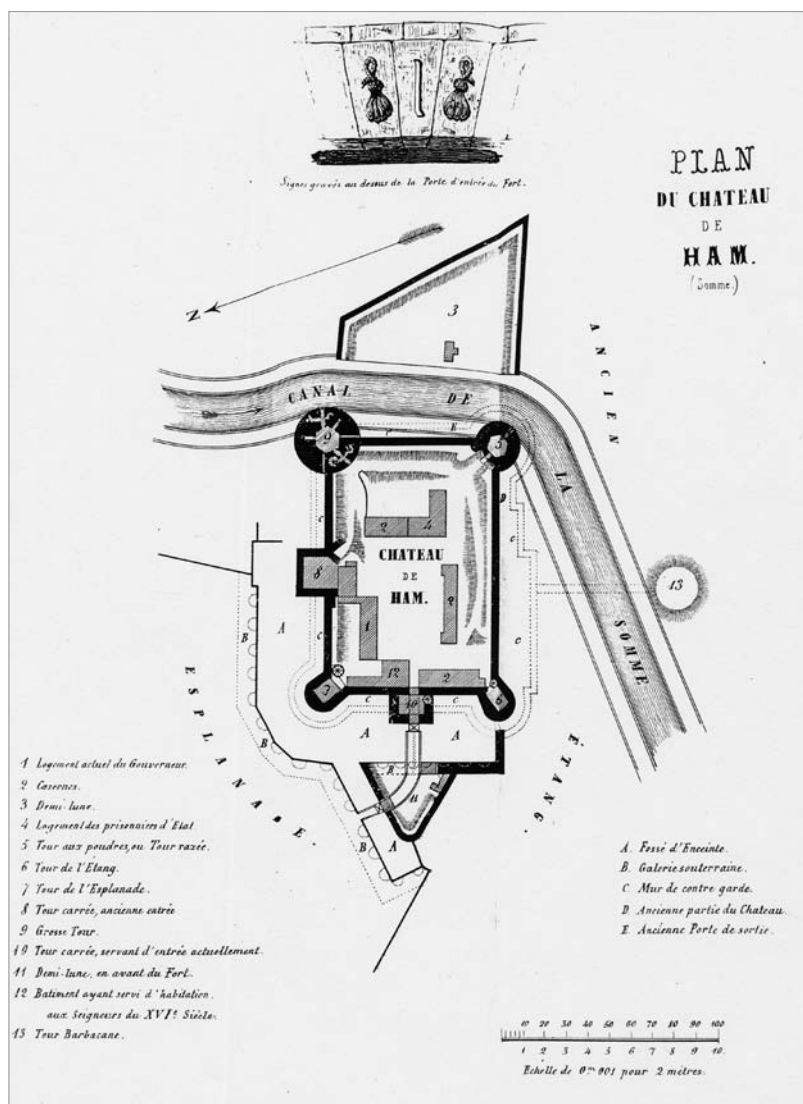
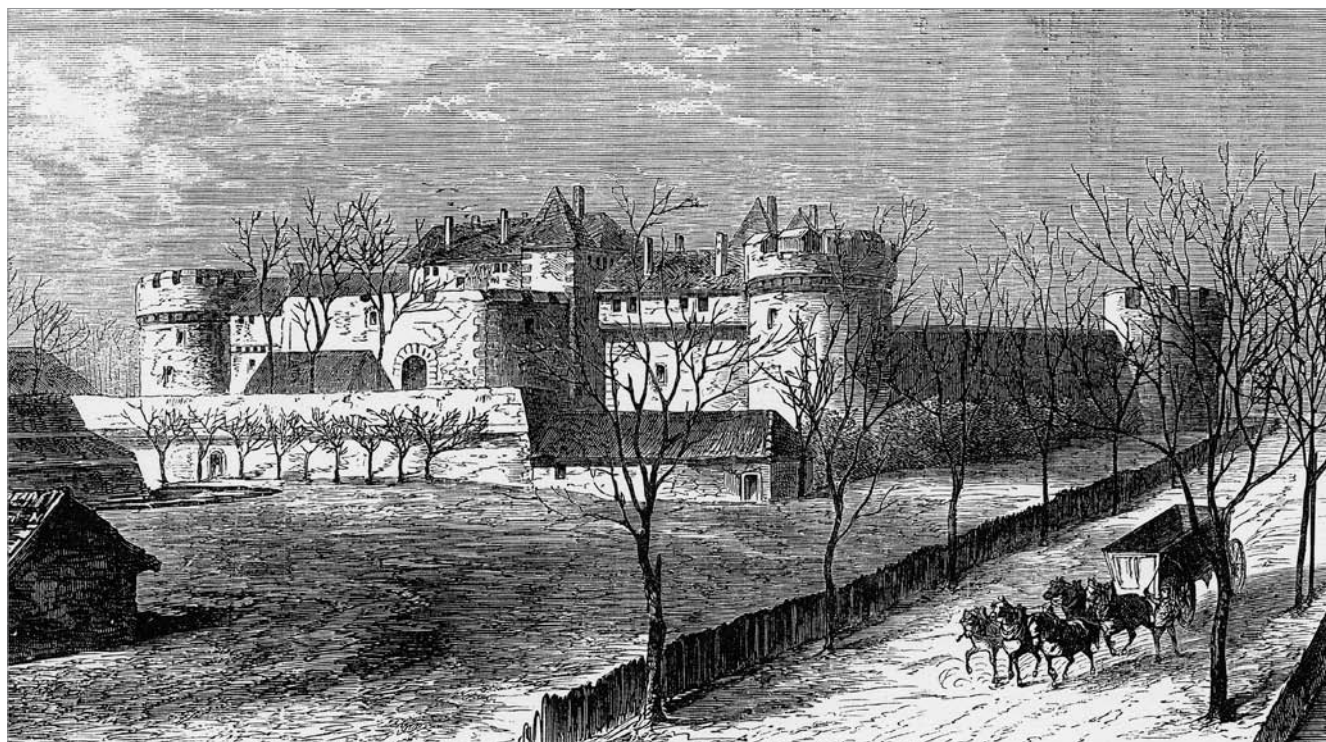
Document 16. —
Lettre du directeur de
la prison de Doullens
au préfet de la Somme,
24 décembre 1849.

Archives de la Somme,
99 Y 3.

Durant leur incarcération,
les prisonniers politiques
sont étroitement surveillés
et leurs courriers sont lus
et censurés.

Ici, la correspondance
entre le directeur et
le préfet vise à contrôler

les écrits de Blanqui.
Blanqui (1805-1881),
surnommé l'Enfermé,
passa plus de 36 ans
en prison, dont quelques
années à Doullens,
avant d'être transféré
à Belle-Île.



*Documents 17 et 18. —
Plan et vue du château
de Ham, Le Magasin
pittoresque, 1851.*

Archives de la Somme,
archives diocésaines
déposées, DA 795.

Édifié au x^v^e siècle, le château de Ham est situé au bord du canal de la Somme. Il se compose de quatre tours rondes, reliées entre elles par des murs très élevés armés de mâchicoulis et de meurtrières. Deux autres tours carrées s'élèvent dans l'intervalle des tours rondes et commandent les deux entrées par où l'on pénètre dans la forteresse. Au xix^e siècle, il sert de prison d'État où sont détenus le prince de Polignac et les ministres de Charles X, ainsi que Louis Napoléon Bonaparte entre 1840 et 1846.

Documents 19 et 20.
— Appartement de Louis
Napoléon Bonaparte
à Ham et signalement
après son évasion.

Archives de la Somme.
DA 795 et 99 Y 253.

Après deux tentatives
de coup d'État contre
la monarchie de Juillet,
en 1836 à Strasbourg
puis en 1839 à Boulogne-
sur-Mer, Louis Napoléon
Bonaparte est condamné
à perpétuité et enfermé au
château de Ham.

Durant six ans, il occupe
un appartement pourvu
d'une bibliothèque et
partage ses jours de
captivité entre l'écriture
et le jardinage.

En mai 1846, il s'évade
en empruntant le costume
d'un maçon. Recherché par
toutes les polices de France,
il se réfugie en Angleterre.
Deux ans plus tard, il est

IIAM.



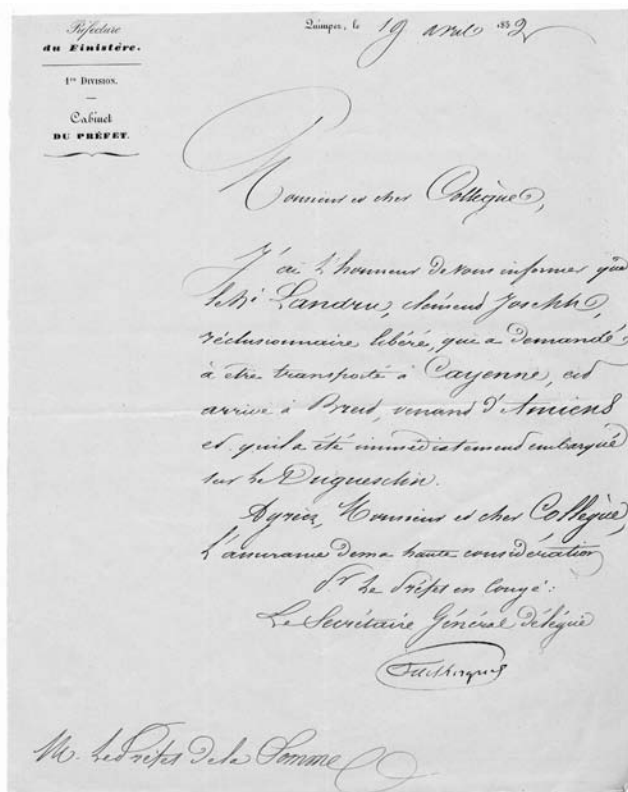
Appartement de Louis-Napoléon.

SIGNALEMENT Du Prince Louis Bonaparte

Né à
Agé de 31 ans
Taille 1^m 68^c
Cheveux
Sourcils châtains.
Front
Yeux gris et petits
Nez grand.
Bouche moyenne.
Barbe brune, moustaches blanches
Menton pointu.
Visage ovale
Teint pâle.
Profession

MARQUES PARTICULIÈRES:

Cette infirmité dans les épaules - épaules larges - dos voûté
— tige épaisse



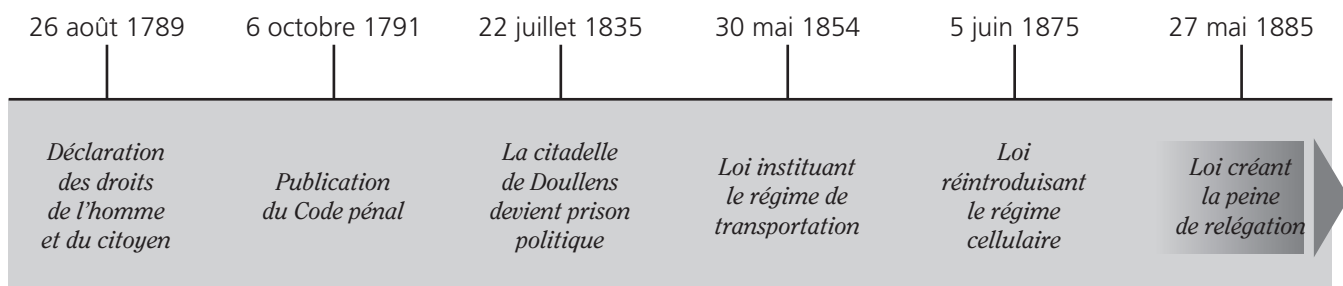
Document 21. — Lettre
du préfet du Finistère au
préfet de la Somme,

avril 1852.
Archives de la Somme,
99 M 95239.

Remplaçant la chaîne des
condamnés qui conduisait
à pied ou en charrette les
forçats vers Toulon, Brest
et Rochefort, les bagnes
coloniaux se mettent en
place à partir du milieu
du siècle. Les pénitenciers
sont ouverts en Guyane

dans des conditions
climatiques très dures.
Pour peupler cette région
délaisseée, les autorités
utilisent également des
réclusionnaires libérés,
comme ici cet Amiénois
d'origine qu'on expédie à
Cayenne via Brest.

Chronologie



Suggestions pédagogiques

Comprendre

1. Identifier les documents

- ◆ Plan.
- ◆ Affiche.
- ◆ Lettre.
- ◆ Questionnaire.
- ◆ Gravure.

2. Repérer

- ◆ Les lieux évoqués : Amiens, Doullens, Ham, Brest, Cayenne.
- ◆ Les limites chronologiques des événements.
- ◆ L'évolution du système carcéral au cours du XIX^e siècle.

2. Thèmes à aborder

- ◆ L'histoire de l'enfermement.
- ◆ Les bagnes coloniaux et métropolitains.
- ◆ L'administration pénitentiaire.
- ◆ Les prisonniers politiques.

Mots-clés

Maison d'arrêt

Centrale

Citadelle

Forçat

Réclusionnaire

Étudier

1. Quel est l'état sanitaire des prisons à l'époque de la Révolution française ?
2. Quels sont les différents types de prisons ?
3. Décrivez la vie quotidienne d'un prisonnier politique.
4. L'itinéraire d'un forçat : d'une prison picarde à la Guyane.
5. Le plan d'une prison.